

La voix de l'opposition de gauche

Le 24 juillet 2018

CAUSERIE ET INFOS

Qu'ont-ils osé ?

Les deux questions que personne ne pose : Pourquoi s'est-il écoulé 79 jours avant que cette affaire éclate, et pourquoi c'est Le Monde qui s'en est chargé sachant qu'il est acquis à Macron ? Il n'a pu agir que sur ordre, pas de Macron puisqu'il ne dispose d'aucun pouvoir.

On a appris que la discussion qui devait avoir lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat sur la réforme des institutions a été ajournée et renvoyée au mois de septembre. Or, on sait également qu'hormis LREM tous les partis y sont farouchement opposés. Ne serait-il pas un coup monté pour mettre en difficulté Macron de sorte qu'ils réalisent l'union nationale autour de lui, aussi paradoxalement que cela puisse paraître, pour les rallier de force à son projet ? On a échappé à un nouvel attentat, qui en d'autres occasions avait fait l'affaire, vous vous en souvenez, il y a des coïncidences qui ne trompent pas.

Pourquoi du 1er mai au 18 juillet la vidéo qui est à l'origine de cette affaire a-t-elle pu tourner sur Twitter pendant 79 jours sans provoquer de réactions ou de scandale, est devenue soudainement virale et une affaire d'Etat ? A qui doit profiter le crime ou cette opération ? Cela va leur donner l'occasion de tester grandeur nature les instruments de censure qu'ils ont développés en manipulant des images et des témoignages.

Est-ce risqué pour Macron ? Le silence qui a entouré cette affaire pendant si longtemps indique que non.

C'est une hypothèse parmi d'autres que je publierai demain.

On est en pleine lutte de classes entre un milicien se prenant pour un CRS et deux jeunes manifestants. J'ai vu une photo de la place de la Contrescarpe où se sont déroulés les faits.

Une centaine de jeunes étaient assis sur le trottoir et buvaient tranquillement un verre en devisant après une manifestation, quand des CRS surgirent, les gazèrent et les matraquèrent. Il faut comprendre que des jeunes aient pu saisir tout ce qu'ils trouvaient sous leurs mains pour le balancer sur leurs agresseurs, c'était légitime, j'aurais eu envie de faire de même sans hésitation, car il s'est bien agi d'une agression caractérisée.

Il faut voir à quel niveau se situe la violence policière de l'Etat, du gouvernement Macron-Philippe.

A suivre demain.

Le 25 juillet 2018

Avant d'aborder la causerie d'aujourd'hui, un article en rapport avec l'hypothèse que j'avais formulée hier soir (en fin de journée en Inde, en début d'après-midi en France, décalage horaire de 4h30).

- Affaire Benalla: L'union de l'opposition vole en éclat - Le HuffPost 25 juillet 2018

Pendant six jours, elles étaient unies. Pour la première fois du quinquennat, toutes les composantes de la gauche et de la droite, des extrêmes aux plus centristes, étaient d'accord. L'accord était implicite, mais les oppositions se sont liguées pour suspendre l'examen de la réforme constitutionnelle tant que des explications n'auraient pas été apportées par le gouvernement dans l'affaire Benalla. Elles ont obtenu gain de cause puisque le gouvernement a finalement décidé de reporter le dossier à la rentrée.

Quelques jours plus tôt, l'opposition avait eu une première victoire en contraignant La République en marche à mettre sur pied une commission d'enquête à l'Assemblée nationale après que le Sénat a annoncé son intention de faire de même. Le HuffPost 25 juillet 2018

Je n'étais pas très loin, " toutes les composantes de la gauche et de la droite, des extrêmes aux plus centristes, étaient d'accord" avant "l'affaire Benalla" pour rejeter le volet de la réforme constitutionnelle consacré à la diminution du nombre de parlementaires avancé par Macron, et qui maintenant se divisent non pas sur ce volet de la réforme constitutionnelle, mais sur la suite à donner à "l'affaire Benalla", ce qui signifie que rien n'est changé et que Macron n'a fait que gagner du temps.

Entendu hier qui confirmerait cette piste. Mais il se peut aussi que cette hypothèse ne soit pas la bonne, plus loin j'en évoque d'autres, donc wait and see en attendant les prochains développements.

- Révision constitutionnelle : « Je pense que c'est une bonne réforme et qu'il faut la discuter » déclare Édouard Philippe - Publicsenat.fr 24.07

- Réforme constitutionnelle : « Évidemment le texte sera maintenu et débattu à la rentrée » affirme Belloubet - Publicsenat.fr 24.07

La causerie du jour.

France. Totalitarisme. Etat policier au quotidien.

- Tour de France 2018. Étape 16: cette photo d'un gendarme pendant la manifestation fait réagir - Le HuffPost 24 juillet 2018

On y voit un gendarme, à l'allure plutôt détendue, diffuser du gaz lacrymogène directement au visage d'une manifestante assise sur la route.

La photo a interpellé des internautes, surpris de la réaction agressive du policier face à une manifestante, qui ne semble pas le menacer. Le HuffPost 24 juillet 2018

Il s'agissait d'une manifestation d'agriculteur. Cette femme apparemment seule était assise sur la chaussée, au lieu de lui demander de quitter les lieux ou de la prendre par le bras pour la déplacer, ce CRS l'a gazée à bout portant !

- Hauts-de-Seine: La ville de Colombes instaure un couvre-feu pour les moins de 17 ans - 20minutes.fr 25 juillet 2018

La mairie LR de Colombes dans les Hauts-de-Seine a instauré un couvre-feu à partir de mardi pour les mineurs de moins de 17 ans dans trois quartiers sensibles de la ville, a annoncé son chef de la police municipale.

Trois quartiers sont visés par cet arrêté : Petit-Colombes, Fossés-Jean et Europe. Tout jeune de moins de 17 ans se trouvant seul dehors entre 22 heures et 6 heures du matin sur ces zones pourra être conduit au poste par la police nationale ou municipale.

« On a des statistiques très conséquentes avec beaucoup d'interventions qui impliquent des mineurs », a-t-il affirmé à l'AFP. « Le gros des infractions auxquelles nous sommes confrontées, sont commises par des 15-17 ans », a-t-il poursuivi. 20minutes.fr 25 juillet 2018

En médiocratie. Mensonge d'Etat.

La description fournie par les médias et des personnes qui ont côtoyé le nervi Benalla présente de nombreuses similitudes avec Macron : Un vulgaire arriviste, disponible et servile, un raté dévoré d'ambition, menteur chevronné ou manipulateur, il a usurpé une partie de ses titres ou qualités professionnelles, médiocre, c'est un opportuniste acharné, il bénéficie d'une promotion fulgurante sans réelles expériences, il grimpe dans la hiérarchie sociale à coup de carnet d'adresses, il exploite ses connaissances pour leur

rendre de petits services, infiltré, il bouche les trous, s'il ne devient pas incontournable, il finit cependant par devenir indispensable au point de lui confier des missions de confiance, vulgaire, hargneux, envieux, suffisant, il méprise tout ceux qui ont un statut inférieur au sien, il se livre à des excès de pouvoir, il se fait de nombreux ennemis parmi son entourage qui s'estime injustement rabaissé par un pitoyable roquet qu'ils lyncheront à la première occasion...

Pris en flagrant délit de médiocrité après s'être entiché de cette merde infâme qui était devenu pour ainsi dire un familier du monarque, les parrains, porte-parole et hommes de mains de Macron s'enfoncent dans le déni à l'instar de Collomb l'amnésique. Après avoir nié les faits, puis avoir cherché à les dissimuler, ils ont bien été forcé de les admettre en invoquant "une dérive individuelle" ou une série de dérives individuelles, lâchant ou plutôt mettant à l'écart la bavure, reste à trouver le fusible à faire sauter, apparemment ils l'auraient trouvé en la personne de Patrick Strzoda, le directeur du cabinet de Macron qui doit partir à la retraite dans trois mois, reste à savoir s'il acceptera de porter le chapeau, mais bon dans la start-up France tout s'achète. Entre temps le déballage continue.

Quelques titres d'articles de presse pour illustrer ce qui vient d'être dit.

- Benalla: Griveaux dénonce des fantasmes autour d'une "non-affaire d'Etat" - Reuters 23.07

- L'Élysée dément le financement de travaux pour Alexandre Benalla - LeParisien.fr 23.07

- Pourquoi Benalla détenait illégalement un port d'arme - LePoint.fr 23.07

À la demande de l'Élysée, le préfet de police de Paris lui a accordé un port d'arme. Gérard Collomb jure qu'il n'était pas au courant.

- Alexandre Benalla n'avait "aucune autorisation de la préfecture de police", affirme un haut-gradé - Franceinfo 23.07

- Patrick Strzoda, dircab de Macron : idéal suspect - Liberation.fr 23.07

Le directeur de cabinet du Président et supérieur hiérarchique d'Alexandre Benalla devrait selon toute vraisemblance faire les frais de la réorganisation voulue par Macron. D'autant qu'il est à trois mois de la retraite. Liberation.fr 23.07

- Affaire Benalla: "Une dérive individuelle (...) pas une affaire d'Etat" selon Philippe - AFP 24.07

- Au Nicaragua, le pays sous haute tension pour réclamer le départ du Président Ortega - franceinfo 23.07

"Cela devient -très- compliqué de démêler le vrai du faux dans cette affaire."

"Que les oppositions veuillent consacrer tout leur temps à une affaire qui n'en est pas une" mais est "une dérive individuelle", "c'est leur droit le plus strict", rétorque M. Griveaux. - AFP 24 juillet 2018 "

Gérard Collomb a affirmé avoir été informé le lendemain des faits par son cabinet de l'existence de la vidéo sur laquelle on voit Alexandre Benalla s'en prendre à deux manifestants en présence d'un employé de La République en marche (LREM), Vincent Crase, lui aussi "observateur".

Le ministre d'Etat a nié avoir commis une quelconque faute dans la gestion de cette affaire et a imputé les éventuels manquements notamment au préfet de police Michel Delpuech. Qui, dans la foulée, s'est défendu pied à pied et à renvoyé Elysée et place Beauvau à leurs responsabilités.

Le 2 mai, "je m'étais assuré que tant le cabinet du président de la République que le préfet de police avaient été destinataires de l'information. (...) C'était à eux de prendre les sanctions et éventuellement d'informer les autorités judiciaires", a lancé Gérard Collomb.

Le préfet de police Michel Delpuech, entendu dans l'après-midi par la même commission, a contesté ce point de vue, rappelant être "sous l'autorité des autorités exécutives".

Après avoir appris l'existence de la vidéo le 2 mai, il a contacté le ministère de l'Intérieur, qui lui a répondu être "déjà en liaison" avec la présidence de la République, a-t-il rapporté. Dès lors, "il était établi pour moi que le sujet Benalla était traité par l'autorité hiérarchique dont il dépendait".

De même, alors que Gérard Collomb a contesté connaître Alexandre Benalla, dont il ignorait les fonctions même s'il l'a forcément "croisé" lors de la campagne électorale d'Emmanuel Macron, le préfet a assuré que ce chargé de mission à l'Élysée "était un interlocuteur connu".

Cet adjoint du chef de cabinet de la présidence jouait un grand rôle dans la sécurité entourant le chef de l'État et était régulièrement en contact avec des responsables policiers. Benjamin Griveaux a pourtant affirmé que M. Benalla n'était pas "en charge de la sécurité" d'Emmanuel Macron.

Dernier auditionné lundi, Alain Gibelin, directeur de l'ordre public et de la circulation (DOPC), a affirmé que M. Benalla n'avait "aucune autorisation" de la préfecture de police de Paris pour participer à la manifestation du 1er-Mai comme "observateur".

Interrogé par Marine Le Pen, M. Gibelin a également reconnu que M. Benalla était présent à des réunions entre ses services et l'Élysée entre le 4 et le 19 mai, période pendant laquelle l'adjoint au chef de cabinet d'Emmanuel Macron était censé être suspendu.

"Fondamentalement, ces événements résultent de dérives individuelles inacceptables, condamnables, sur fond de copinages malsains" entre les policiers mis en cause et Alexandre Benalla, a jugé le préfet Delpuech devant les députés.

Critiqué pour son silence public sur ce dossier, le chef de l'État a annulé son déplacement mercredi sur le Tour de France. AFP 24 juillet 2018

Cela devient -très- compliqué de démêler le vrai du faux dans cette affaire. Alors que le directeur de l'ordre public et de la circulation à la préfecture de police de Paris, Alain Gibelin, a assuré sous serment devant les députés qu'Alexandre Benalla avait participé à des réunions portant sur des déplacements du chef de l'État pendant la période où il était mis à pied, l'Élysée a immédiatement apporté auprès du Figaro un "démenti formel".

"Alexandre Benalla n'a participé à aucune réunion durant sa période de suspension", a indiqué dès ce lundi soir un proche du chef de l'État, alors que le fonctionnaire de police s'exprimait sous serment et a, durant l'audience, plusieurs fois exprimé son respect à l'égard de ce régime d'audition.

Alain Gibelin a aussi indiqué qu'Alexandre Benalla "ne bénéficiait d'aucune autorisation de la préfecture de police pour être sur cette manifestation" en tant qu'"observateur". Cela contredit aussi la version élyséenne et celle donnée ce lundi par les avocats de l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron. L'Élysée n'a, pour le moment, pas formulé de démenti sur ce point précis. Le HuffPost24 juillet 2018

L'analyse que j'avais rédigée la veille.

L'affaire Benalla-Macron : Un non-événement certainement pas déclenché par hasard.

Comment expliquer qu'un fait remontant au 1er mai soit révélé par Le Monde le 18 juillet seulement, pourquoi s'est-il écoulé 79 jours avant que cette affaire éclate ?

Au départ, elle a commencé à circuler sur Twitter à l'initiative d'un sympathisant de LFI qui dès le 1er mai avait posté une vidéo dans laquelle on voyait le nervi Benalla tabasser un manifestant.

Macron et Collomb en ont été informé dès le 2 mai selon l'AFP et Le Monde, signifiant à l'intéressé qu'il serait mis à pied à partir du 4 mai pour une durée de deux semaines, et que dorénavant il serait uniquement affecté à des tâches administratives et à des événements à l'intérieur du Palais (L'express.fr 22.07), ce qui

ne sera manifestement pas le cas puisqu'il apparaîtra en public au côté de Macron ou lors d'événements jusqu'à son licenciement le 20 juillet.

On peut émettre l'hypothèse que, sachant qu'il n'était pas totalement inconnu et qu'il s'était fait de nombreux ennemis parmi notamment les policiers, les gendarmes et les médias, ils ont craint que cette affaire éclate au grand jour au mois de septembre et vienne perturber l'agenda du gouvernement ou prenne une tournure incontrôlable, aussi ont-ils préféré crever l'abcès pendant la période des vacances en demandant au Monde de s'en charger, car on ne voit pas quel intérêt aurait eu Le Monde qui est acquis à Macron d'en prendre l'initiative.

Il existe bien une autre explication, mais à ce jour rien ne permet de la corroborer, à savoir que le clan de l'oligarchie qui a décidé d'avoir la peau de Trump s'en prendrait à Macron après qu'il eut manifesté un fâcheux penchant au compromis avec Poutine (et Trump) sur certains dossiers dont la Syrie lors de leur dernière rencontre à Moscou. A moins qu'il ne soit lui-même divisé entre ceux qui admettaient la nécessité de passer des compromis avec le clan adverse et ceux qui s'y opposaient farouchement, ils auraient alors monté en épingle cette affaire histoire de rappeler Macron à l'ordre ou pour lui montrer de quoi ils étaient capables et qu'il ne devait pas fléchir, sans prendre vraiment de risque puisque l'opposition organisée à Macron est quasi inexistante ou dispersée, impuissante à l'empêcher d'appliquer leur politique ultra libérale.

Cette version est peu vraisemblable pour au moins deux raisons. La première parce que Macron n'est qu'une marionnette et il est impensable qu'il puisse manifester la moindre indépendance vis-à-vis de ses mentors qui le guident pas à pas dans sa fonction ; On ne peut même pas imaginer un instant que Macron aurait été pris d'un excès de faiblesse et qu'il se serait rangé aux arguments de Poutine, sachant mieux que personne qu'il ne dispose d'aucun pouvoir, c'est invraisemblable. La seconde, parce qu'il a été mis en place justement par ce clan de l'oligarchie pour appliquer son programme, et à ce jour ils n'ont aucune solution de rechange. (Plus tard j'ai précisé que cela avait pu être une provocation du clan opposé à celui de Trump.)

Dernière hypothèse, faire sauter Collomb trop encombrant qui incarnait la vieille garde du PS, comme ils se sont débarrassés de Bayrou qui représentait le Modem ? Peut-être était-il trop imprévisible bien que loyal et soutien de Macron de la première heure ? A moins que tout simplement ils ne savaient pas comment faire pour se débarrasser de ce sale type, Benalla. (Apparemment cette hypothèse doit être écartée, bien que Macron ait parlé de "trahison", de qui, peut-être n'a-t-il pas encore saisi dans quel monde il était tombé en acceptant de jouer ce rôle à haut risque ou tous les coups sont permis...)

Dernière info.

- Affaire Benalla: Macron rompt le silence et se pose comme "seul responsable" - AFP 24.07

"Le seul responsable de cette affaire, c'est moi et moi seul!". Emmanuel Macron est sorti avec fracas de son silence dans l'affaire Benalla mardi au terme d'une journée électrique au Parlement qui a vu l'exécutif mener une offensive concertée et les auditions se poursuivre.

"S'ils veulent un responsable, il est devant vous, qu'ils viennent le chercher", a lancé, bravache, le chef de l'Etat mardi soir devant son gouvernement et sa majorité parlementaire quasiment au grand complet.

"Celui qui a fait confiance à Alexandre Benalla, c'est moi, le président de la République. Celui qui a été au courant et a validé l'ordre, la sanction de mes subordonnées, c'est moi et personne d'autre", a notamment martelé le chef de l'Etat, affirmant que "personne n'a jamais été protégé".

Ironique, il avait entamé son intervention en affirmant qu'"Alexandre Benalla n'a jamais détenu les codes nucléaires, Alexandre Benalla n'a jamais occupé un appartement de 300 m2 à l'Alma, Alexandre Benalla n'a jamais gagné 10.000 euros, Alexandre Benalla lui non plus n'a jamais été mon amant".

Dénonçant "la République des fusibles, la République de la haine, celle où l'on fait trinquer un fonctionnaire ici, un collaborateur là", M. Macron a aussi soutenu ses "équipes à l'Elysée" qui "ont fait ce qu'elles devaient faire". La simple mise à pied de 15 jours de M. Benalla était "proportionnée à ce moment-là et je l'assume", s'est-il défendu.

Mais le président a aussi évoqué son sentiment de "déception" et de "trahison" après les actes d'Alexandre Benalla, décrits par la macronie comme "une dérive individuelle" et non "une affaire d'Etat" depuis deux jours. AFP 24.07

J'ai lu une quinzaine d'articles qui m'ont convaincu qu'on avait mieux à faire que perdre son temps avec cette affaire qui pue le coup tordu, au regard des réactions qu'elle a entraînées et de l'instrumentalisation dont elle fait l'objet.

On se contentera de reproduire le communiqué adopté par le bureau national du POID qui ne présente pas plus d'intérêt qu'une déclaration de principe, mais qui présente au moins l'avantage de situer cette affaire sur le plan politique.

- Sous la Ve République, tout ramène au Président.

L'affaire Benalla vient rappeler, à qui l'aurait oublié, la nature du régime de la Ve République : un régime politique fait d'opacité, de coups tordus, de polices parallèles, de barbouzes sous la couverture d'un pouvoir présidentiel tout puissant au sommet de l'État.

Inacceptables sont bien sûr les violences exercées par cet individu, travaillant à l'Élysée et sur ordre du président, contre des manifestants. Mais à qui fera-t-on croire que le scandale se limite à un individu ? Ou qu'il est circonscrit aux différents échelons de la hiérarchie administrative que le pouvoir fait sauter comme autant de fusibles pour protéger la clé de voûte des institutions : le président de la République lui-même ?

Sous la Ve République, tout ramène au président.

Le véritable scandale, c'est non seulement que Benalla participe à la répression, mais aussi – et surtout – que l'affaire a été étouffée. S'il ne s'était pas trouvé des militants et des journalistes pour dévoiler les faits, jamais ils n'auraient été dévoilés. Ainsi le veulent les institutions de la Ve République qui donnent tout pouvoir au président pour faire régner l'arbitraire : qu'il s'agisse de la participation des hommes de l'ombre à la répression ou qu'il s'agisse, sur d'autres plans, des ordonnances contre le Code du travail, des votes bloqués à l'Assemblée nationale, de l'usage répété du 49-3 ou encore de tous ces coups de force contre les droits acquis par la classe ouvrière et la jeunesse (Sécurité sociale, retraites, services publics, statuts, conventions collectives).

On entend, ici et là, des responsables de « gauche » protester contre ces agissements intolérables. Ils ont raison bien sûr. Mais peut-on s'en remettre à une éventuelle commission d'enquête parlementaire ou au dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée nationale ? Non : les travailleurs et les jeunes savent d'expérience que sous la Ve République le Parlement n'a aucune indépendance par rapport au pouvoir exécutif.

Révélant au grand jour une nouvelle fois la pourriture de la Ve République, l'affaire Benalla s'ajoute à une longue liste : affaires Ben Barka, Boulin, Garantie foncière, Markovic, tuerie d'Auriol et beaucoup d'autres épisodes qui ont jalonné l'histoire de la Ve République.

La seule conclusion conforme à la démocratie, c'est qu'il faut en finir avec le régime de l'arbitraire. La seule conclusion conforme à la démocratie, c'est : « Dehors Macron, président illégitime ! Dissolution de la Ve République ! Assemblée constituante souveraine, élue à la proportionnelle intégrale par laquelle les délégués du peuple définiront eux-mêmes ce que doit être le contenu, les normes, les garanties, au plan social comme au plan politique, de la démocratie ! »

Moins que jamais, ce gouvernement ne peut prétendre à la moindre légitimité pour détruire les 42 régimes de retraite qui existent dans ce pays. Moins que jamais, ce gouvernement illégitime ne peut prétendre réduire à la misère les femmes privées de pension de réversion et liquider les avantages attachés aux régimes de retraite.

Illégitimes sont le gouvernement et sa contre-réforme des retraites ! Seul est légitime le combat pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, en un front unique pour imposer le retrait de la réforme des retraites et le maintien de tous les régimes existants !

C'est dans ce combat que le POID vous appelle à prendre votre place.

LVOG - "*S'il ne s'était pas trouvé des militants et des journalistes pour dévoiler les faits*", quelle crédulité, quelle magnanimité envers Le Monde, écoeurant de démagogie ! Pour un peu Le Monde aurait eu l'intention de faire "*sauter*" Macron, pitoyable !

Ces crétins sont encore tombés dans le panneau, à savoir que cette affaire n'a pas été montée en épingle par Le Monde pour des prunes, elle a été commandée, elle correspond à un besoin précis, et ce n'est certainement pas par esprit de déontologie journalistique qu'ils l'ont sortie.

Et on ne peut pas lui imputer d'avoir commis une erreur ou d'avoir pris une initiative maladroite, puisque rappelons-le une énième fois il n'a aucun pouvoir, même pour manger un chocolat il doit demander la permission de sa barbie fripée.

En revanche, c'est encore une autre explication ou hypothèse, il se peut que ce soit le produit de la guerre des clans que se livre l'oligarchie, Le monde a pu servir d'intermédiaire pour adresser une mise en garde aux conseillers de Macron de la part du clan le plus extrémiste, estimant qu'ils s'écartaient de la ligne qu'il leur avait fixée, notamment sur la Russie, la Syrie, etc. rendant l'exercice du pouvoir de plus en plus risqué ou périlleux. Ils ont pu aussi laisser une certaine marge de manoeuvre à Macron histoire qu'il puisse commettre de graves erreurs, dont ils se serviraient par la suite pour le rappeler à l'ordre.

Mais tout cela peut s'avérer dérisoire, puisque l'affrontement entre les clans de l'oligarchie va se poursuivre, ce qui devrait se traduire par une accélération ou un approfondissement de la crise politique en France. Macron que l'on voit souvent mal à l'aise en train de se mordre les lèvres n'a pas fini d'en baver !

Quand LFI vole au secours de la République des copains et des coquins, de la Ve République, de l'Etat bourgeois.

LFI - C'est le cœur de l'État républicain qui est ébranlé. La République s'est justement constituée avec la Révolution française pour être le rempart des citoyens contre l'arbitraire. En République, le recours à la force n'est pas l'effet d'un caprice, mais l'exécution d'une loi que le peuple, par ses représentants, a élaborée, et à laquelle il consent. L'usage de la force est strictement encadré. Il est crucial que l'Etat ait le monopole de la violence légitime, et qu'elle soit employée à bon escient, pour que le peuple consente à l'autorité de l'Etat. Pourquoi consentir à un pouvoir brutal et arbitraire ?

(Benalla, le sbire du roi Macron ? - lafranceinsoumise.fr 20 juillet 2018)

La République, "*le rempart des citoyens contre l'arbitraire*", par exemple quand la famille d'un chômeur est jetée à la rue parce qu'elle ne peut plus payer son loyer, ce n'est que justice rendue, quelle infamie LFI !

La République qui matraque les faibles pour le compte des puissants ou protéger leurs intérêts appliquerait "*une loi que le peuple, par ses représentants, a élaborée, et à laquelle il consent*", la limite de l'ignominie est franchie par LFI !

Effectivement, "*l'usage de la force est strictement encadré*"... à sens unique, jamais employée envers les patrons ou actionnaires, elle ne sert qu'à protéger les nantis, le régime, les institutions au service de la propriété privée des moyens de production.

LFI en vient à se faire le porte-parole des CRS, qui le 1er mai ont gazé et matraqué sauvagement une centaine de jeunes inoffensifs assis en train de boire un verre sur une place du 5e arrondissement de Paris en marge de la manifestation. "*Pourquoi avoir laissé salir l'image de la police nationale ?*" demandent-ils, parce qu'elle aurait été propre avant ?

Pour finir, logiquement ils en arrivent à souffler à Macron la décision qu'il devrait prendre pour s'en sortir les cuisses propres : "*pourquoi avoir préféré laisser circuler les images de ce qui paraissait une bavure policière plutôt que d'exclure cet individu ? Dans ce cas, tout le monde aurait pu croire que Monsieur Benalla n'était qu'une brebis galeuse.*" Autrement dit, ils soumettent l'idée à Macron que la responsabilité de toute cette affaire devrait retomber sur celui qui n'a pas pris la sanction adéquate dès le 2 mai, Patrick Strzoda, le

directeur du cabinet de Macron. Coïncidence, c'est une idée qui est dans l'air. Allez, on vous revaudra cela, signé : Macron.

LFI des opposants à Macron, vraiment ?

Cette initiative non plus n'a pas été prise par Macron, mais bien par ses conseillers qui représentent les intérêts de l'oligarchie.

- La Russie réintroduit la France en Syrie - Réseau Voltaire 22 juillet 2018

Lors de l'entretien que le président Poutine a accordé à son homologue français juste avant la finale de la Coupe du monde de football à Moscou, le 15 juillet 2018, le président Macron a admis que l'Occident avait perdu la guerre contre la Syrie. Il a alors évoqué le souhait de son pays de mener une opération humanitaire en Syrie.

Le détail de l'opération humanitaire jointe a été fixé lors d'un entretien téléphonique entre les deux chefs d'État, le 21 juillet.

Jusqu'ici les actions humanitaires françaises étaient exclusivement destinées aux « rebelles », c'est-à-dire aux habitants des zones contrôlées par les jihadistes.

De nombreux efforts « humanitaires » occidentaux et français en particulier ont servi de couverture à la livraison de matériels militaires ; raison pour laquelle la République arabe syrienne exigeait lorsqu'elle le pouvait de pouvoir perquisitionner ces convois.

Les Forces spéciales françaises ont soutenu les jihadistes durant la totalité de la guerre, à l'exception des trois derniers mois de la présidence Sarkozy.

Un Antonov 124 de l'armée russe est venu chercher 44 tonnes d'aide humanitaire à Châteauroux (centre de la France) et les a transportées à la base russe d'Hmeinim (ouest de la Syrie). Ce chargement sera principalement distribué par l'armée russe au nom de la France dans la Ghouta orientale.

La Russie semble parrainer un possible retour de la France en Syrie, malgré les crimes qu'elle y a commis. Réseau Voltaire 22 juillet 2018

Celle-ci non plus.

- Macron tient des pourparlers avec Lavrov et le chef d'état-major russe à Paris - sputniknews.com 24.07.2018

Le Président de la République française s'est entretenu ce mardi avec le chef de la diplomatie et le chef d'état-major russes. L'accélération du règlement politique en Syrie, la reconstruction du pays, le retour des réfugiés et d'autres dossiers ont été abordés.

Emmanuel Macron a accueilli mardi dans la capitale française Sergueï Lavrov et Valéri Guérassimov, le chef d'état-major russe. Plusieurs sujets brûlants, dont celui du règlement de la crise en Syrie, étaient à l'ordre du jour de leur entretien, a précisé le ministère russe des Affaires étrangères.

«L'entretien a été consacré à la situation en Syrie, à l'accélération du processus du règlement de la crise dans ce pays, ainsi qu'aux problèmes de sa reconstruction après la guerre», a précisé dans un communiqué la mission diplomatique.

Macron sur l'affaire Benalla: «C'est une trahison. Le seul responsable c'est moi» Un autre point clé concernait l'importance du retour dans les meilleurs délais des réfugiés et des personnes temporairement déplacées, a souligné le ministère.

Par ailleurs, les deux parties ont évoqué la mise en œuvre du train de mesures de Minsk datant du 12 février 2015 et ont confirmé leur détermination à maintenir leurs contacts dans le cadre du format Normandie, est-il indiqué dans le document.

Depuis lundi, le ministre russe des Affaires étrangères et le chef d'état-major russes sont en déplacement à Jérusalem, Berlin et Paris. Avec le Premier ministre israélien à Jérusalem, ils ont évoqué la fin des opérations antiterroristes dans le sud de la Syrie. Ensuite, MM.Lavrov et Guérassimov ont discuté avec la chancelière Angela Merkel des conditions pour le retour des réfugiés en Syrie, ainsi que le fonctionnement du format Normandie. sputniknews.com 24.07.2018

L'Otan et l'Etat juif étaient les parrains des barbares humanitaires nommés Casques blancs.

- L'Otan coordonne l'évacuation des Casques blancs - Réseau Voltaire 22 juillet 2018

L'évacuation de Casques blancs, qui avait été demandée par le Royaume-Uni, a été évoquée lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Otan, le 11 juillet 2018.

C'est en définitive l'Organisation de l'Alliance atlantique qui a coordonné l'évacuation de 422 Casques blancs et leurs familles avec l'aide d'Israël et de la Jordanie, qui disposent tous deux d'un bureau de liaison au Quartier général de Bruxelles.

Bien que l'Alliance ait supervisé les jihadistes durant sept ans depuis la base du LandCom d'Izmir (Turquie), c'est semble-t-il la première fois que l'Alliance admet jouer un rôle en Syrie.

Cette évacuation incluait bien évidemment l'encadrement des Forces spéciales occidentales, principalement des SAS britanniques.

Cette opération a été rendue possible par la Russie qui n'est pas intervenue contre le convoi.

Le président Trump aurait donné son feu vert à l'Alliance pour l'évacuation de tout le personnel occidental impliqué dans la guerre secrète contre la Syrie. Réseau Voltaire 22 juillet 2018

Parole d'un parrain.

- Netanyahu donne des précisions sur l'évacuation des Casques blancs de Syrie - sputniknews.com 22.07

Le chef du gouvernement israélien a déclaré qu'il avait permis de lancer l'opération d'évacuation des Casques blancs et de leurs familles en tant que geste humanitaire notamment après que les dirigeants américain, canadien et d'autres pays s'étaient adressés à lui avec une telle demande.

«Il y a quelques jours, le Président Trump, le Premier ministre Justin Trudeau et d'autres dirigeants m'ont contacté avec la demande d'aider à évacuer des centaines de membres des Casques blancs de Syrie», a affirmé Benjamin Netanyahu sur Twitter. «Ces personnes sont actuellement en danger, c'est pourquoi j'ai autorisé leur transport via Israël vers un pays tiers en tant que geste humanitaire», a-t-il expliqué.

Financés notamment par Londres et Washington, les Casques blancs sont accusés par Damas d'être liés aux groupes les plus extrémistes opérant en Syrie et de porter notamment assistance aux terroristes blessés dans les bombardements. sputniknews.com 22.07

La version édulcorée ou falsifiée des faits destinée à l'opinion publique par l'Agence Française de Propagande de l'Otan.

Ce n'est pas une interprétation mais un simple constat ou aveu. Pour ceux qui ignoraient les faits censurés jusque là par l'AFP et les médias pour ne pas s'être informés ailleurs.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Si ce sont de braves secouristes que craignent-ils ? Si au contraire ce sont des barbares, ils risquent le sort réservé aux barbares...

- Des centaines de Casques blancs restent bloqués dans le sud syrien - AFP 23.07

Plusieurs centaines de Casques blancs sont toujours bloqués dans le sud syrien au lendemain d'évacuations orchestrées par Israël, ont indiqué lundi à l'AFP deux de ces secouristes, qui s'inquiètent du sort que le régime pourrait leur réserver. AFP 23.07

- Syrie : le sort inquiétant de centaines de Casques blancs - LeParisien.fr 23.07

- Des Casques blancs syriens évacués par Israël vers la Jordanie - AFP 22.07

Plus de 400 Casques blancs, secouristes volontaires dans les zones rebelles en Syrie, et membres de leur famille ont été évacués dans la nuit par Israël vers la Jordanie alors qu'ils semblaient pris au piège face à l'offensive du régime dans le sud syrien.

Les personnes évacuées, au nombre de 422 selon un nouveau chiffre fourni par les autorités jordaniennes, doivent être accueillis par la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Canada, qui sont à l'initiative de cette opération exécutée dans le plus grand secret.

Moscou et Damas accusent les secouristes d'être liés à des groupes jihadistes et de véhiculer des "mensonges" sur leurs opérations militaires.

Il est pour l'heure impossible de savoir combien de secouristes se trouvent toujours dans le sud syrien.

D'après le quotidien israélien Haaretz, les évacués, dont l'armée israélienne avait une liste des noms, ont convergé vers deux points de rassemblements distincts. L'armée a ouvert ces deux passages et fait monter les personnes dans des bus qui les ont transportés directement à un poste-frontière avec la Jordanie.

"Ces personnes ont sauvé des vies et la leur était maintenant en danger, c'est pourquoi j'ai accepté de les emmener via Israël vers un pays tiers", a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

"Nous nous félicitons que ces courageux volontaires, qui ont sauvé des milliers de vies, soient désormais hors de danger", a commenté le Département d'Etat américain, félicitant Israël, la Jordanie, l'Allemagne, le Canada et la Grande-Bretagne pour leur rôle dans cette opération.

Les médias d'Etat syriens n'ont pas soufflé mot de l'évacuation mais ont affirmé qu'un raid aérien israélien avait visé dimanche une "position militaire" du régime dans l'ouest du pays, faisant "uniquement des dégâts matériels".

A Londres, le chef de la diplomatie, Jeremy Hunt, et la ministre du Développement international, Penny Mordaunt, ont indiqué dans un communiqué avoir "estimé (...) que les (Casques blancs) avaient besoin d'une protection immédiate", rappelant qu'ils avaient été "la cible d'attaques" par le passé.

A Berlin, une source diplomatique a confirmé à l'AFP que l'Allemagne, qui a financé le groupe à hauteur de 12 millions d'euros depuis 2016, "participera avec plusieurs partenaires internationaux à l'accueil des Casques blancs évacués".

Le ministre de l'Intérieur allemand Horst Seehofer a ainsi confié au quotidien Bild que son pays accueillerait huit secouristes et leur famille, soit une cinquantaine de personnes selon la publication.

Le ministère canadien des Affaires étrangères a de son côté assuré qu'Ottawa allait accueillir jusqu'à 50 Casques blancs avec leurs familles, soit environ 250 personnes, selon la chaîne publique CBC.

Pour sa ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland, le Canada "ressent une responsabilité morale profonde envers ces personnes qui font preuve de bravoure et d'altruisme".

Bénévoles, les Casques blancs sont sortis de l'anonymat grâce à des vidéos poignantes relayées sur les réseaux sociaux, les montrant, casques sur la tête, se ruer sur les lieux bombardés pour extraire des survivants, surtout des enfants, ensevelis sous les décombres des immeubles détruits par les bombardements du régime ou de son allié russe.

Ces secouristes insistent sur leur neutralité et leur non affiliation avec un groupe politique ou armé. AFP 22.07

Le gouvernement français avoue soutenir les barbares issus d'Al-Qaïda.

- Syrie / soutien aux Casques blancs - Déclaration de la porte-parole du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - diplomatie.gouv.fr 22.07

Grâce à une forte mobilisation internationale, un groupe de Casques blancs et leurs familles a pu quitter aujourd'hui la Syrie où leur sécurité était gravement menacée. La France s'est activement associée aux démarches conduites avec plusieurs partenaires pour permettre le succès de cette opération.

Ce groupe de Casques blancs et leurs proches se trouvent actuellement en Jordanie, où ils sont pris en charge par le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies. Les démarches nécessaires à leur réinstallation dans des pays tiers sont en cours. La France est prête à contribuer à l'accompagnement et à la protection de ces personnes et de leurs familles.

La France a apporté un soutien constant à l'organisation des Casques blancs, engagés volontaires au service de la population syrienne dans les pires circonstances. La France rend hommage au courage et au dévouement dont ils ont toujours fait preuve et que beaucoup d'entre eux ont payé de leur vie. diplomatie.gouv.fr 22.07

Encore un cafouillage au sommet de l'Etat

L'Onu pas impliquée dans la distribution de l'aide française en Syrie - Reuters 25 juillet 2018

Les Nations unies vont laisser le Croissant-Rouge arabe syrien superviser la distribution de plus de 50 tonnes d'aide humanitaire française dans la Ghouta orientale, près de Damas, a déclaré mardi une porte-parole de l'Onu à Damas.

"Le Croissant-Rouge arabe syrien distribuera cette aide sans supervision de l'Onu, contrairement à ce qui avait été dit", a déclaré une porte-parole des Nations unies dans la capitale syrienne.

De source au Quai d'Orsay, on soulignait mardi soir que ces propos "ne sont pas conformes à l'accord passé avec les Russes et les Nations unies".

"Nous procédons actuellement aux clarifications nécessaires. Nous sommes confiants dans le fait que cette opération humanitaire sera menée à bien", a-t-on dit à Reuters.

Le Croissant-Rouge arabe syrien a diffusé sur Twitter des images montrant ses équipes prendre en charge l'aide destinée à la Ghouta. Reuters 25 juillet 2018

De l'Etat français à l'Etat juif.

- Biens volés aux juifs : Édouard Philippe veut «faire mieux» dans la restitution - LeParisien.fr 22 juillet 2018

Encore plus à droite et dégénéré que l'extrême droite.

- Des milliers d'Israéliens dans la rue contre une loi interdisant la GPA aux couples gays - AFP 23 juillet 2018

Des milliers d'Israéliens ont manifesté dimanche, notamment à Tel-Aviv, contre une loi excluant les couples de même sexe du droit de recourir à la gestation pour autrui (GPA).

La police n'a pas donné de chiffres sur le nombre de manifestants mais le quotidien Haaretz a évoqué la présence de quelque 60.000 personnes sur la place Yitzhak Rabin à Tel-Aviv. (C'est comme si près d'un million de personnes avait manifesté à Paris. - LVOG)

Quelque 200 entreprises ont annoncé qu'elles permettaient à leurs employés qui le souhaitent de ne pas travailler pour aller manifester sans que cette journée soit retranchée de leurs vacances.

"C'est une mesure symbolique, mais qui exprime un réel soutien", a affirmé à l'AFP Julien Bahloul, porte-parole de l'Association des pères homosexuels d'Israël.

"Nous demandons l'égalité pour la communauté LGBT", a affirmé à l'AFP Chen Arieli, présente sur la place Yitzhak Rabin à Tel-Aviv. Selon elle, les protestataires ne manifestent pas uniquement pour la GPA, mais pour la sécurité des personnes homosexuelles dans la rue.

Plusieurs entreprises ont par ailleurs annoncé qu'elles étaient prêtes à contribuer à hauteur de l'équivalent de plus 15.000 dollars (12.700 euros) aux frais engagés par les couples homosexuels contraints de recourir à la GPA à l'étranger.

Selon M. Bahloul, les couples homosexuels souhaitant avoir des enfants doivent trouver une mère porteuse aux Etats-Unis ou au Canada, ce qui revient à plus de 100.000 dollars alors que si la GPA était autorisée en Israël, la coût serait deux fois moindre.

Israël est considéré comme un pays pionnier en termes de droits des gays et lesbiennes, mais l'homosexualité demeure un tabou dans les milieux religieux, très influents au sein du gouvernement de Benjamin Netanyahu, considéré comme le plus à droite de l'histoire de l'Etat hébreu. AFP 23 juillet 2018

Non, cela ne valait pas "le coup d'être heureux une soirée".

(Lire la causerie précédente - Et pendant ce temps-là dans la cour de récréation ils jouent à la baballe.)

- La footballisation des esprits : L'extazy de l'éphémère par Chems Eddine Chitour - Mondialisation.ca 17 juillet 2018

Pendant un mois, en effet la planète a été sommée de vibrer au rythme du roi football. Comment le football opère ? Cet engouement planétaire fait partie de la stratégie du néolibéralisme qui crée des besoins chez l'individu qui devient de ce fait esclave du divin marché, pour reprendre l'expression du philosophe Dany Robert Dufour. Cependant, les dégâts du néolibéralisme ne sont pas les mêmes selon que l'on soit au Nord comme au Sud. Examinons pour commencer le phénomène de société dans les pays du Sud. Le philosophe Fabien Ollier dresse un état des lieux sans concession de cette grand-messe planétaire orchestrée par « la toute-puissante multinationale privée de la Fifa ».

« Il suffit, écrit-il, de se plonger dans l'histoire des Coupes du Monde pour en extraire la longue infamie politique et la stratégie d'aliénation planétaire.(...) » (1)

« L'expression du capital le plus prédateur est à l'oeuvre : les multinationales partenaires de la Fifa et diverses organisations mafieuses se sont déjà abattues sur l'Afrique du Sud pour en tirer les plus gros bénéfices possibles. (...) Tout cela relève d'une diversion politique évidente, d'un contrôle idéologique d'une population. En temps de crise économique, le seul sujet qui devrait nous concerner est la santé de nos petits footballeurs. C'est pitoyable. Il existe en réalité une propension du plus grand nombre à réclamer sa part d'opium sportif. (...). le football est organisé en logique de compétition et d'affrontement. Jouer ce spectacle par des acteurs surpayés devant des smicards et des chômeurs est aussi une forme de violence. (...) La symbolisation de la guerre n'existe pas dans les stades, la guerre est présente. Le football exacerbe les tensions nationalistes et suscite des émotions patriotiques d'un vulgaire et d'une absurdité éclatants. (...) » (1)

Hypnose collective

La même analyse, sans concession, nous est donnée par Samuel Metairie il parlait de la coupe 2010 mais les arguments n'ont pas pris une ride.

« Trente-deux équipes, dont une vingtaine issues de pays occidentaux, vont pouvoir fouler les pelouses de leurs crampons, et servir les bas instincts pulsatifs de milliers d'hommes et de femmes peuplant les stades en jouant aux gladiateurs des temps modernes. Sauf que ces gladiateurs sont devenus des hommes d'affaires intouchables, dont le salaire mensuel (disons honoraires ou dividendes) correspond, à plusieurs années de travail d'un salarié français moyen » (2)

« Juste pour pousser une balle avec ses potes jusqu'à 30 ans, pendant que de plus en plus de Français vont être obligés de travailler jusqu'à 65-70 ans. (...) Une question vient à l'esprit : si le football était vraiment un sport, ne pourrait-on pas payer ces gens raisonnablement, à hauteur du salaire minimum ? Ne pourraient-ils pas reverser ce capital vers ceux qui en ont besoin, aux pauvres oubliés par l'Occident, aux peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, au lieu de prendre l'Afrique pour une cour de récréation ? (...) Aux quatre coins du monde, surtout dans les pays plus pauvres, c'est partout la même logique du capitalisme : l'appareil économique occidental s'implante, génère des marges commerciales et des bénéfices. Il fait de l'argent sur place en exploitant la main-d'œuvre locale, et rapatrie ses capitaux dans les grandes banques européennes. (...) » (2)

Echelle des valeurs inexistante et scandale des salaires

Justement, pour parler de l'indécence des sommes colossales perçues, il faut savoir par exemple, que dix joueurs les mieux payés dont David Beckham, Ronaldinho Gaucho, Whyne Rooney ont reçu en une année 135 millions d'euros en salaires, primes, droits de sponsoring... soit en moyenne 20 millions de dollars par individu (55.000 \$/jour, contre 2\$/jour en moyenne pour un Africain) ou encore le salaire journalier du joueur est équivalent à ce que reçoivent deux Africains sur une carrière de 32 ans). C'est ça le scandale du marché du néolibéralisme, de la mondialisation laminoir qui font que ce que la société a accumulé pendant des siècles risque de disparaître sous les coups de boutoir du « Divin marché » où la valeur d'un individu, c'est de plus en plus ce qu'il peut rapporter, et ce qu'il peut consommer et non ce qu'il recèle comme culture et savoir.

On est loin de l'aspect noble du sport. On peut penser valablement que cette dimension du sport pour le sport avec les « magiciens » du ballon comme Di Stefano, Kopa, Pélé, Garrincha, et tant d'autres, s'est arrêtée avec, il y a une vingtaine d'années, pour laisser place au vedettariat et aux salaires démentiels. Quand on pense aux héros de l'équipe du FLN qui avaient tout laissé tomber entre 1958-1962 alors qu'ils étaient joueurs professionnels dans les clubs français, tout ceci pour porter haut et fort la voix du combat pour l'indépendance de l'Algérie

Dans cette coupe 2018 on remarquera au passage que chaque joueur de l'équipe de France recevra 350.000 euros, indépendamment de ce qu'ils touchent avec les sponsors de leurs cachets dans les clubs. Un seul footballeur en l'occurrence Kylian Mbappé a décidé de verser ses indemnités à des œuvres charitables

A quoi cela sert d'étudier ?

On rapporte que le mathématicien russe, Grigori Perelman, a ignoré le prix d'un million de dollars. D'après la Voix de la Russie, le mathématicien russe Grigori Perelman a ignoré le prix d'un million de dollars qui lui était attribué par l'Institut mathématique de Clay pour avoir prouvé l'hypothèse de Poincaré. Le lauréat n'est pas venu à la cérémonie de la remise du prix qui s'est passée mardi 8 juin dans le cadre d'un symposium mathématique à Paris. Le Russe s'était déjà vu décerner en 2006 la médaille Fields, considérée comme le « Nobel en mathématiques », qu'il avait refusée. Le mathématicien et directeur de l'Institut Henri-Poincaré, Michel Broué, s'est réjoui de l'attitude de Grigori Perelman en déclarant que « l'activité des mathématiques était jusqu'à maintenant, par nature, protégée de la pourriture financière et commerciale, j'emploie ce terme volontairement. Mais je pense que c'est sans doute une des raisons qui font que Perelman dit et veut dire qu'il ne veut pas travailler pour le fric ni pour les récompenses. C'est une chose, il travaille pour l'honneur de l'esprit humain. » (3) (...)

Quand on pense dans le même ordre à l'épopée des joueurs algériens vainqueurs de l'équipe nationale d'Allemagne en Espagne, en 1982 cette même équipe qui arrachera la coupe et qui revenus au pays se virent offrir un téléviseur ou un réfrigérateur ... Quand je pense aux joueurs algériens qui sont systématiquement éliminés des compétitions malgré l'apport des joueurs off shore (beurs français) et qui réclament des dizaines de milliers d'euros où un professeur d'université touche moins de 800 euros ! C'est tout ceci qui nous fait dire que le football mis au service d'une idéologie d'un système de gouvernants est une imposture. Il rappelle sans excuse le panem et circenses du pain des jeux de cirque de l'empire romain décadent qui achetait ainsi la paix sociale ! On comprend alors, l'illusion de l'éducation, notamment dans les pays du Sud où l'éducation est la dernière roue de la charrette.

Plus globalement l'Ecole ne fait plus rêver. L'exemple le plus criard nous est donné par Ranitea Gobrait cette jeune lauréate du bac de Polynésie avec 20,33 de moyenne qui a cravaché toute sa vie et qui n'arrive même pas à s'inscrire à l'université. En supposant qu'elle arrive finalement à s'inscrire, elle va galérer et brûler ses neurones pour un salaire infime par rapport aux cachets de ces footballeurs dont la plupart, il faut le dire, n'ont pas fait d'études supérieures voire n'ont même pas le bac ! Et pourtant il a suffi de jouer au ballon pour garantir des dizaines de fois le salaire d'une vie d'un besogneux. (...)

Un seul coupable une mondialisation laminoir

Après avoir laminé le « collectif » au profit de l'individualisme le néo-libéralisme s'attaque sans résistance majeure, aux derniers bastions du vivre ensemble. Après avoir laminé les Jeux olympiques qui sont devenus des jeux marchands où l'effort passe en arrière plan de ce qu'il peut rapporter en terme d'image, après avoir créer des ersatz de divertissements, le néolibéralisme investit l'industrie du plaisir fugace et ne s'installe pas dans la durée, il vole d'opium en opium en « extrayant de la valeur » au passage, laissant l'individu sujet consommateur sous influence en pleine errance avec des réveils amers, où il retrouve la précarité, la malvie en attendant un autre hypothétique soporifique devenant définitivement l'esclave du divin marché selon le juste mot du philosophe Dany Robert Dufour.

Il est incontestable qu'une victoire au football pour le citoyen lambda est un opium qui lui permet d'oublier les problèmes qui le rattraperont assez vite après la dissipation de cet extazy prozack de l'éphémère. Quant aux autres ceux qui tirent les ficelles financières, c'est tout bénéf, cette coupe, il ont extrait, tout valorisé, les images, les maillots les boissons, et il est normal qu'ils partagent avec ceux qui ont permis ce résultat. Ainsi va le monde. Mondialisation.ca 17 juillet 2018

Notes

1. Fabien Ollier : « La Coupe du Monde, une aliénation planétaire » Le Monde.fr 10 06 2010

2. Samuel Metairie. Quand l'Occident dissimule son colonialisme derrière un évènement sportif...Le Grand soir 12 juin 2010 :

<http://www.legrandsoir.info/Quand-l-Occident-dissimule-son-colonialism...>

3. <http://forumdesdemocrates.over-blog.com/article-le-foot-gage-de-paix-5...>

Parole d'internaute

1- "Une analyse mondialisation/démondialisation correspond davantage à la situation actuelle. "

LVOG - A celle qu'on vous suggère d'adopter sous l'égide du capitalisme...

2- "La dictature du capital, et de la finance, a encore de beaux jours à exploiter. Il s'agit moins de réduire une quelconque opposition que de supprimer l'idée même d'opposition avant qu'elle ne se forme dans l'un ou l'autre esprit humain."

LVOG - Encore faudrait-il que "l'idée même d'opposition" mérite vraiment son statut...

3- "Hélas, si ce n'était qu'une question de couleur il suffirait de renverser le rapport de domination et tout serait réglé. Les massacres ethniques en Afrique, entre populations noirs, réfute l'hypothèse. Idem pour les autres minorités en terme d'influence. Un président noir ou une femme présidente ne résoudra pas, en raison de leur simple appartenance, racisme ou sexisme, les preuves sont là. Il en va de même pour les idéologies.

Un petit enfant n'est spontanément ni raciste ni sexiste et pas non plus cruel ou pervers envers tel ou tel autre enfant en raison de l'absence de richesse ou de pouvoir des parents de celui-ci. Le problème est donc bien culturel et non naturel, la solution n'est pas dans la recherche et l'éradication d'un gène mais dans une éducation non ensanglantée par une idéologie, celle de classe (portée avant tout par la dominante mais diffuse universellement).

Pour retrouver raison et sensibilité, ou appartenance pleine et entière à la nature humaine mais aussi à celle plus vaste qui englobe tous les règnes, en ces temps apocalyptiques, la solution ne peut être que radicale. Mort au néolibéralisme et à ce qui nous y a conduit : Mort à l'argent !"

LVOG - Aux rapports entre dominant et dominé qui président à tous les rapports dans la société, et qui est le produit du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il faut éradiquer...

4- "Vous est-il jamais venu à l'idée que lorsque l'enfant n'a pas eu l'immense privilège d'être instruit, contrairement à vous si dispendieux de vos sciences quasiment infuses, celui-ci se borne au mimétisme propre à toute évolution d'espèces animales ?"

LVOG - Ne vous êtes-vous jamais aperçu que cette instruction et la manière dont elle est transmise relèvent également du mimétisme la plupart du temps ? Dans le cas contraire il faudrait attribuer à ceux qui la transmettent un niveau de conscience... qu'ils n'ont pas, ce qui vous a échappé parce que vous en faites partie. Une observation attentive aurait dû vous permettre de vous en apercevoir, parce qu'on ne perçoit jamais mieux ce que nous sommes qu'à travers les autres auxquels nous ressemblons.

L'art consommé de la confusion, de la désinformation au service de la déstabilisation ou de la désintégration politique.

Le gouvernement italien populiste d'extrême droite "vire à gauche".

- Les virages à gauche par le nouveau gouvernement italien, par Jacques Sapir - Les Crises 20 juillet.2018

Rappelons qu'on gouvernement populiste d'extrême droite est en place en Italie.

George Soros, Open Society, plutôt "classée à gauche".

- Bannon, l'ex-conseiller de Trump, débarque en Europe pour doper les mouvements populistes - AFP 21 juillet 2018

Steve Bannon, le sulfureux ex-conseiller du président américain Donald Trump va créer une fondation en Europe afin de mener une révolte populiste de droite sur le continent, écrit le site américain Daily Beast.

Proche de l'alt-right, l'extrême droite américaine, Steve Bannon a confié au site ses ambitions, avec comme première étape les élections européennes de 2019.

Tout un symbole, le quartier général de son organisation baptisée "Le Mouvement" devrait être implanté à Bruxelles, capitale de l'Union européenne, selon un article du Daily Beast publié vendredi soir. Avant les élections de 2019, il prévoit l'embauche de dix employés avec notamment un expert opinion.

"Le Mouvement" pourra fournir des sondages, du conseil et de la réflexion à des personnalités à la droite de l'échiquier politique qui ne disposent pas forcément d'organisations bien rodées pour les soutenir, rapporte le Daily Beast.

L'objectif de Steve Bannon est clair: rivaliser avec la fondation du milliardaire américain George Soros, Open Society, plutôt classée à gauche.

Les dernières échéances électorales en Europe, la réélection de Viktor Orban en Hongrie, l'arrivée au pouvoir en Italie du mouvement d'extrême droite la Ligue --aux côtés des populistes du Mouvement cinq étoiles--, semblent galvaniser Steve Bannon.

"L'Italie est le coeur battant de la politique moderne", dit-il. "Si ça marche là-bas, ça peut réussir n'importe où."

Et le très controversé théoricien populiste de Donald Trump, surnommé le "président Bannon", quand il conseillait le locataire de la Maison Blanche, de faire une prédiction: "Vous allez avoir des Etats-nations individuels avec leurs propres identités, leurs propres frontières". AFP 21 juillet 2018

L'UE est contrôlée par le clan des oligarques opposés à celui de Trump qui joue la carte des populistes et de l'extrême droite, Poutine fait de même, incluant les souverainistes ou nationalistes de tous bords...

Ils osent tout. Manipulation des consciences planétaire.

"Prise de conscience", c'est ce qui leur fait le plus défaut.

- "Osons la fraternité !", écrivains et intellectuels aux côtés des migrants - franceinfo 21.07

Sami Tchak est l'une des plumes de l'ouvrage collectif "Osons la fraternité". Trente écrivains et intellectuels lancent un appel aux côtés des migrants.

Ces écrivains appellent à une prise de conscience. franceinfo 21.07

- Australie: manifestations contre la politique d'immigration du gouvernement - AFP 23.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Espagne: le Parti populaire plébiscite Pablo Casado et marque un virage à droite - LeFigaro.fr 21.07

Le Parti populaire (PP) espagnol a annoncé samedi s'être choisi un nouveau dirigeant qui accentue l'ancrage à droite du parti conservateur au pouvoir de 2011 au 7 juin dernier.

Virage à droite pour le Parti populaire espagnol. Étourdi par la chute de Mariano Rajoy début juin, après l'adoption d'une motion de censure, le PP a élu samedi Pablo Casado comme nouveau chef de file. Un député de 37 ans dont la désignation marque l'arrivée d'une nouvelle génération au sein du parti et accentue l'ancrage à droite de cette formation libérale-conservatrice. «Une nouvelle étape commence aujourd'hui (samedi)» pour le PP qui va «tenter de reconquérir le cœur de tous les Espagnols après les semaines si difficiles que nous avons dû vivre», a déclaré Casado, ovationné par les membres de sa formation. «Le Parti populaire est de retour» et «nous sommes disposés à gouverner une nouvelle fois cette société», a ajouté le nouveau chef de la droite.

Licencié en droit, Casado, a placé sa campagne sous le signe du virage à droite, rappelant son admiration pour l'ex-président colombien Alvaro Uribe.

Maintenant qu'il est à la tête du PP, Casado pourrait se voir rattrapé par la polémique sur son CV. Il y a quelques mois, en plein scandale sur le master de la présidente PP de la région de Madrid Cristina Cifuentes, il avait dû reconnaître qu'il avait obtenu un master dans la même université que cette dernière, alors que 18 matières sur 22 lui avaient été validées d'office parce qu'il était déjà licencié en droit et qu'on l'avait dispensé de cours.

Casado va devoir aussi recomposer un parti qui a perdu trois millions d'électeurs entre les législatives de 2011, où Rajoy avait obtenu la majorité absolue, et celles de 2016. Beaucoup d'entre eux, écœurés par les multiples scandales de corruption ayant éclaboussé le PP ces dernières années, se sont tournés vers le petit parti libéral Ciudadanos, grand rival du PP au centre-droit. Le Parti populaire devra en tout cas se mettre rapidement en ordre de bataille: des scrutins municipaux, régionaux et européens l'attendent dès mai 2019. LeFigaro.fr 21.07

Venezuela

Sabotage de l'économie vénézuélienne et menace du FMI.

- Venezuela: inflation de 1.000.000% d'ici fin 2018 et contraction du PIB de 18% - AFP 23 juillet 2018

L'inflation au Venezuela devrait accélérer de 1.000.000% d'ici la fin de l'année et le PIB du pays, en crise financière et humanitaire, devrait se contracter de 18% en 2018, selon des prévisions du FMI publiées lundi.

"Nous projetons une poussée de l'inflation de 1.000.000% d'ici la fin 2018, ce qui signifie que le Venezuela est dans une situation similaire à celle de l'Allemagne en 1923 ou à celle du Zimbabwe à la fin des années 2000", a commenté dans un blog Alejandro Werner, un des responsables du Fonds monétaire international.

Il souligne en outre que les pays voisins risquent d'être de plus en plus exposés aux répercussions de l'effondrement de l'économie vénézuélienne.

La pénurie de nourriture, les difficultés croissantes pour accéder aux soins de santé, à l'électricité, à l'eau, aux transports, combinées aux problèmes d'insécurité, ont fait fuir en masse la population qui se réfugie notamment en Colombie et au Brésil.

"Le Venezuela reste englué dans une profonde crise économique et sociale", a résumé Alejandro Werne. Et en 2018, le pays pétrolier enregistrera une récession à deux chiffres pour la troisième année d'affilée, a-t-il précisé.

La contraction du PIB devrait être pire qu'escompté au printemps (-3 points de pourcentage) et encore plus marqué qu'en 2017 (-16,5%) alors que la production de pétrole, principale ressource du pays, continue de s'effondrer, a-t-il commenté.

Le Venezuela tire 96% de ses revenus du brut. Or sa production de pétrole s'est effondrée d'au moins la moitié en un an et demi faute de liquidités pour moderniser les champs pétroliers.

Et la production de brut a poursuivi sa chute en juin, à 1,5 million de barils par jour (mbj), soit son plus bas niveau en 30 ans, a aussi indiqué récemment l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Le FMI pointe par ailleurs du doigt la mise en circulation d'un nombre toujours plus grand de billets, ce qui alimente l'hyperinflation.

L'exactitude des prévisions reste toutefois sujette à caution, le Venezuela ne transmettant plus de données à l'institution de Washington depuis plus de dix ans.

Début mai, le FMI avait ordonné à Caracas de lui fournir des données économiques fiables sous peine d'exclure le pays de l'institution dans le cadre d'une procédure de "censure".

Le FMI, qui compte 189 membres, n'a pas pu effectuer de mission économique dans le pays depuis 2004. Il ne reçoit depuis que des données parcellaires. AFP 23 juillet 2018

Quand la Fed, la BCE, la BoE, la BoJ font tourner la planche à billets (dollar, euro, livre, yen) depuis 10 ans à hauteur de dizaines de milliers de milliards de dollars, là étrangement pour le FMI cela n'alimente pas l'hyperinflation, étrange, non ?